

Pourquoi la Russie attire-t-elle tant les partis d'extrême droite ? "On veut une société autoritaire et maître de son destin"

AfD, FPÖ, RN, LFI, PTB... Les partis des extrêmes, de droite comme de gauche, ont une approche amicale avec Moscou. Tradition ou calcul politique ?



Marine Le Pen et Jordan Bardella en meeting à Paris le 2 juin. ©Copyright 2024 The Associated Press. All rights reserved.

La Russie aime l'Europe des extrêmes, et ces extrêmes le lui rendent bien. Certaines formations politiques tentent péniblement de s'en cacher, d'autres revendiquent fièrement "une amitié", mais la situation est globalement la même partout : "la gauche de la gauche" et "la droite de la droite" ont un penchant pour Moscou. Reste à voir si celui-ci est naturel ou s'il relève d'un choix stratégique.

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) et le Parti pour la Liberté d'Autriche (FPÖ) constituent deux des cas les plus flagrants. Ouvertement pro-russe, la formation allemande prône une normalisation des relations avec Moscou et exige la levée des sanctions imposées par l'Union européenne (UE). C'est écrit noir sur blanc dans le programme électoral qui a permis au parti de remporter près de 16 % des voix dans son pays lors des élections européennes du 9 juin. Peu importe, pour les électeurs de l'AfD, que la tête de liste (Maximilian Krah) et le numéro deux du parti (Petr Bystron) soient suspectés, documents à l'appui, d'avoir agi contre rémunération pour le compte du Kremlin au sein du Parlement européen.

Très proche de sa voisine allemande sur le plan idéologique, l'extrême droite autrichienne (FPÖ) est incarnée par la personnalité de son chef Herbert Kickl qui a ouvertement mené une campagne pro-russe et s'oppose lui aussi aux sanctions.

Un accord d'amitié

Leurs voisins situés à l'Est n'ont pas grand-chose à leur envier : le Parti national slovaque (SNS) est entré dans la coalition gouvernementale formée par le Smer du président Robert Fico, qui n'est pas officiellement d'extrême droite mais joue à fond la carte nationaliste et populiste, à l'image du Fidesz de Viktor Orban en Hongrie. Tous trois sont pro-Poutine et généralement opposés à toute forme de soutien à l'Ukraine, tout comme les Bulgares d'extrême droite de Vazrajidne.

La situation est un peu plus trouble en Italie avec la Ligue. Matteo Salvini, son dirigeant, s'est personnellement rendu à Moscou en 2014 avant de passer un "accord d'amitié" avec Vladimir Poutine en 2017. Ledit accord ne serait plus d'actualité, mais les doutes sur les liens entretenus entre La Ligue et Moscou demeurent. En 2019, le parti de Matteo Salvini était suspecté d'avoir sollicité un financement occulte auprès du Kremlin de 60 millions d'euros. Dans un enregistrement le confondant qui a fuité dans la presse, on entend également l'un de ses proches collaborateurs présenter Salvini à des sources russes comme "un Trump européen" désireux de rapprocher l'UE de Moscou.

Le RN et l'argent du Kremlin

Même cas de figure, enfin, dans le chef de la formation d'extrême droite la plus puissante d'Europe : le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen et Jordan Bardella. En 2014, proche de la faillite face aux refus catégoriques des banques françaises de lui prêter de l'argent, le parti qui s'appelait encore Front national empruntait 11 millions d'euros à une banque russe proche du Kremlin. Selon le média français *Mediapart*, Jean-Luc Schaffhauser, l'eurodéputé d'extrême droite ayant négocié ce prêt aurait quant à lui touché 255 000 euros via l'une de ses fondations " *en échange d'interventions en faveur de Moscou au Parlement européen* ".

En théorie, le RN s'est "distancié" de Moscou depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, mais le parti n'a pas encore remboursé la totalité de la somme empruntée et il est permis de douter de ses intentions. Mardi matin, le ministère russe des Affaires étrangères s'amusa à publier sur X (ex-Twitter) une photo de Marine Le Pen triomphale le 9 juin, avec comme titre "Le peuple de France est à la recherche d'une politique étrangère [...] qui rompt avec le diktat de Washington et Bruxelles".

La gauche n'est pas en reste

Bien qu'elle joue une partition légèrement différente, l'extrême gauche n'est pas en reste. Depuis l'invasion russe de février 2022, La France Insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon et notre PTB national soufflent le chaud et le froid. Ce dernier étant à la fois opposé à la guerre, au soutien militaire apporté à l'Ukraine et au renforcement de l'Otan. " *Dans les faits l'antiaméricanisme se traduit par une amitié démontrée à l'égard du Kremlin, que l'on retrouve dans les deux extrêmes* ", commente Elise Bernard, directrice des études de la Fondation Robert Schuman à Paris et Bruxelles. " *Jean-Luc Mélenchon a créé le Front de Gauche pour s'opposer à l'adoption du traité constitutionnel pour l'Europe en 2009. C'est et cela a toujours été une personnalité anti-système et anti-construction européenne* ".

Cet élément est fondamental pour expliquer l'attirance générale des extrêmes pour la Russie, estime Elise Bernard. " *La fascination pour le Kremlin est moins liée à un attachement idéologique ou culturel à la Russie qu'à ce qu'elle incarne : une société autoritaire, puissante et conquérante, un contre-modèle parfait à l'Europe d'aujourd'hui. Les partis pro-Kremlin ont*

leurs spécificités, mais ils se retrouvent tous sur ce point. D'un côté, vous avez une Europe qui se dit inclusive au sens large. Une Europe qui défend les droits des minorités ethniques, religieuses et sexuelles, tout en étant plongée dans un contexte de déprime, de ralentissement économique, d'isolement international et une guerre dont on ne voit pas comment sortir. De l'autre, on a en apparence l'exact opposé. Quand la Hongrie, qui vient de prendre la présidence [du Conseil] de l'UE, adapte le slogan de Donald Trump pour en faire "Make Europe Great Again", elle propage exactement ce message : redevenons riches, conquérants et puissants, rapprochons-nous du modèle russe."

Ne pas se fier aux apparences

Selon Elise Bernard, le lissage récent du discours de certains partis ne doit pas leurrer les électeurs. " *L'opposition systématique aux sanctions contre Moscou est une forme de reconnaissance indirecte de la politique impérialiste en envahissante du Kremlin. Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, on ne peut évidemment plus dire qu'on est pro-Kremlin dans les sociétés occidentales. Mais on peut conserver les fondements de son discours.*"

Restent, les spécificités locales. " *Pour les Slovaques et les Hongrois, venus de systèmes autoritaires, le goût pour cette autorité est resté prononcé*", développe la directrice des études de la Fondation Robert Schuman. *Le Smer slovaque est le successeur des socialistes de l'époque soviétique, il a logiquement gardé un lien fort avec Moscou. Pareil pour la gauche et l'extrême gauche bulgare, qui n'ont jamais vraiment décroché. Le Fidesz est à part car il est totalement incarné par Viktor Orban, personnalité qui a toujours misé sur la provocation pour se construire politiquement. Il ne faut pas oublier qu'il s'est fait connaître fin des années 80 en critiquant violemment Moscou... dont il est devenu le meilleur ami aujourd'hui ."*

" *Le Rassemblement national, enfin, s'est créé sur la nostalgie d'une France puissante. Il paraît donc assez naturel que le modèle russe impérialiste leur parle*". " *Ces idées et cette proximité ne sont pas neuves* ", conclut Elise Bernard. *Mais le contexte actuel et la polarisation des débats sur les réseaux sociaux ont libéré la parole* ".